

# Flers Agglo

Communauté d'agglomération

Date	Délibération	Nature	Folio n°
20.12.2024	2024-1329	4.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

## SEANCE N° 26 DU 20 DÉCEMBRE 2024

75 questions, numérotées 2024-1280 à 2024-1354

### DELIBERATION

#### PERSONNELS REGIME INDEMNITAIRE COMMUN FLERS AGGLO-VILLE DE FLERS ACTUALISATION AU 01.01.2025

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni au Forum – Rue du Collège – 61100 Flers, sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de Flers Agglo.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

**Vice-Présidents** : Michel DUMAINE (Messei), Vincent BEAUMONT (La Ferrière aux Etangs), Stéphan GRAVELAT (Les Monts d'Andaine), François BAILLE (Athis Val de Rouvre), Jacques FORTIS (Briouze), Anne GOUELIBO (La Lande Patry), Béatrice GUYOT (Landisacq), Laurent JUMELINE (Flers), Jérémie PREVOST (Flers), Gilles RABACHE (Caligny), Thierry RAUX (Saint Philbert sur Orne), Stéphane TERRIER (Saint Georges des Groseillers) et Sylvie THIEULENT (La Selle la Forge)

**Conseillers titulaires** : Annette HAMMELIN (Athis Val de Rouvre), Daniel BIGEON (Dompierre), Chantal CORVEE (Saint Georges des Groseillers), Alain LANGE, Eliane DENIAUX et Kévin LEGEAY (Athis Val de Rouvre), Sylvain BOULANT (Aubusson), Jean-Louis PELLERIN (Banvou), Alexandra TERTRE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Didier VIECELI (Berjou), Véronique NOEL (Briouze), Xavier DE SAINT POL (Cahan), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Agnès MORICE (La Chapelle au Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Jacky LECOQ (La Coulonche), Gérard PIERRE (Durcet), Claude GASNIER (Echalou), Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Guy MIDY, Christine GERVAIS et José COLLADO (La Ferté Macé), Gaëlle PIOLINE, Lori HELLOCO, Sophie RENAUDIN, Subay SAHIN, Angela PRESSE, Dominique ARMAND, Leïla HARDY, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Bruno ASSELOT, Jacques DUPERRON, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR et Emmanuelle BERGOT (Flers), Bruno AUVRAY (Le Grai), Michel LAMY (La Lande Patry), Didier DELAPORTE (La Lande Saint Siméon), Gérard BERNET (Landigou), Bernard MESENCE (Lonlay le Tesson), Jean-Marie DELANGE (Le Ménéil de Briouze), Jacky ALLEAU (Ménéil Hubert sur Orne), Régine POTTIER (Messei), Antoine GERARD (Montilly sur Noireau), Marilyne CORREYEUR (Les Monts d'Andaine), Jean-Luc LEPORTIER (Pointel), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Jean-Luc CHAMPIN (Saint Clair de Halouze), Frédéric LECHEVALIER et Chloé EUSTACHE (Saint Georges des Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Michèle GUICHETEAU (Saint Pierre du Regard), Emmanuel LE SECQ (Sainte Honorine la Chardonne), Marc SIMON (Sainte Opportune) et Charlie LETETREL (Saires la Verrerie).

**Conseillers suppléants** : Bruno BOISSAIS (Aubusson), Didier MICHEL (Banvou), Sandrine DESTAIS (La Bazoque), Jacqueline ONFRAY (Bellou en Houlme), Bénédicte BON (Berjou), Isabelle BLAIS (Cahan), Laurence COTARD (Caligny), Sébastien AMOROS (Cerisy Belle Etoile), Jean-Jacques ALEXANDRE (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), Stanislas BISSON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Jean-Pierre GOSSELIN (Durcet), Bruno LANDEMORE (Echalou), Laurence LALES (La Ferrière aux Etangs), Jean-François COUPRIT (Le Grai), Serge PARIS (La Lande Saint Siméon), Nathalie LIEFOOGHE (Landigou), Agathe PRIEUR (Landisacq), Patrice BIDAULT (Lonlay le Tesson), Gérard THOMAS (Le Ménéil de Briouze), Gilbert GUERIN (Ménéil Hubert sur Orne), Françoise GRASSET (Montilly sur Noireau), Thibault GALLOT (Pointel), Dominique VEGEE (Saint André de Messei), Nathalie GUITTON (Saint Clair de Halouze), Stéphane JENVRIN (Saint Paul), Margaret BRAULT (Saint Philbert sur Orne), Sylvain VOISIN (Saint Pierre du Regard), Catherine LECHERPY (Sainte Honorine la Chardonne), Arnaud LEMANCEL (Sainte Opportune), Marc DENIS (Saires la Verrerie), Claude LEBEURRIER (La Selle la Forge).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions
Antoine GERARD	Françoise GRASSET	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandant	Mandataire	Mandant	Mandataire	Questions
	Béatrice GUYOT	Yves GOASDOUE	François BAILLE	Alain LANGE	Ensemble de la séance
	Véronique NOEL	Agnès MORICE	Leïla HARDY	Yvette LERICHOMME	
	Frédéric LECHEVALIER	Stéphane TERRIER	Chloé EUSTACHE	Jérémie PREVOST	
	Chantal CORVEE	Sylvain BOULANT	Jacques FORTIS	Gilles RABACHE	
	Annick ROBIN-MOITRY	Bruno ASSELOT	Anne GOUELIBO	Subay SAHIN	
	Sylvie THIEULENT	Laurent JUMELINE			

**Excusés** : Alexandra TERTRE, Sandrine DESTAIS, Didier VIECELI, Xavier DE SAINT POL, Gérard PIERRE, Guy MIDY, Angela PRESSE, Jean-François BRISSET, Sylvie DUFOUR, Michel LAMY et Charlie LETETREL (ensemble de la séance) – Daniel BIGEON (2024-1280 à 2024-1337 et 1341 à 1354) – Vincent BEAUMONT (2024-1281 à 1337, 2024-1353 et 2024-1354) – Stéphan GRAVELAT (2024-1298 à 2024-1337, 2024-1353 et 2024-1354)

**Absents** : Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Christine GERVAIS, Lori HELLOCO, Tâm NGUYEN, Emmanuelle BERGOT et Marilyne CORREYEUR (ensemble de la séance) - Michel DUMAINE (2024-1338 à 2024-1352 et 2024-1280 à 2024-1286)

Question	Présents	Votants	Question	Présents	Votants
2024-1280	45	56	2024-1338 à 2024-1341	46	57
2024-1281 à 2024-1286	44	55	2024-1342 à 2024-1352	45	56
2024-1287 à 2024-1297	45	56	2024-1353 et 2024-1354	44	55
2024-1298 à 2024-1337	44	55			

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
13.12.2024	18 H 50	Hervé BORDERIE	22 H 09	23.12.2024	27.12.2024

# R A P P O R T

Présenté par  
Yves GOASDOUE  
Président

Flers Agglo		N°	Date	Question	
<b>ENSEMBLE 6</b> Commission Personnels, Marchés et Commande Publics		23	28.11.2024	7	
CONSEIL	Séance	26	20.12.2024	N° d'ordre	N° délibération
				50	2024-1329

<b>OBJET</b>	<b>PERSONNELS – REGIME INDEMNITAIRE COMMUN FLERS AGGLO–VILLE DE FLERS – ACTUALISATION AU 01.01.2025</b>
--------------	---

LC/EA

Chers Collègues,

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 instaure, dans la fonction publique d'État, la mise en œuvre d'un nouveau régime indemnitaire applicable à l'ensemble des fonctionnaires de l'État, à quelques exceptions près, dénommé RIFSEEP, Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel.

Ce nouveau régime indemnitaire se décompose en deux parts :

- A titre principal et pour les agents de droit public, l'**IFSE** (Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnisation principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose d'une part, sur une formalisation de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle ;
- dans une moindre part et uniquement pour les agents occupant un emploi permanent, le **CIA** (Complément Indemnitaire Annuel) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le RIFSEEP a vocation à remplacer tout autre régime indemnitaire antérieur de même nature.

Par principe de parité, ce nouveau régime indemnitaire est transposable à la fonction publique territoriale, de manière progressive à mesure de la publication des arrêtés interministériels en autorisant le bénéfice aux corps et emplois expressément visés. Précision faite que, dans l'attente de dispositions favorisant une mise en œuvre généralisée plus rapide, certains cadres d'emplois territoriaux ne peuvent pas encore être basculés en RIFSEEP.

Le régime indemnitaire versé aux agents publics émane d'une décision libre des organes délibérants des collectivités. Localement, et à ce jour, la Ville de Flers et Flers Agglo ont fait le choix d'instituer un protocole mutualisé organisant un régime indemnitaire commun.

Ainsi, par délibérations concordantes n° 2017-376 du 14 décembre 2017 pour Flers Agglo et n° 2017-570 du 11 décembre 2017 pour la Ville de Flers, était entérinée la réforme nationale d'application du RIFSEEP. Etant entendu, qu'en terme de montants versés individuellement, il s'agissait d'une transposition de l'ancien protocole vers un nouveau dispositif commun.

Depuis, des mises à jour ont été nécessaires, notamment pour intégrer une refonte des montants versés en fonction des groupes fonctions.

<b>Flers Agglo</b> Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.12.2024	2024-1329	4.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

A présent il vous est proposé d'actualiser le RIFSEEP, sur les sujets suivants :

### 1- Actualisation des montants plafond pour la filière technique

Les cadres d'emplois présents dans l'organigramme commun et éligibles au RIFSEEP bénéficient de montants plafonds, comme le prévoit la réglementation. Il convient d'actualiser ce tableau pour la filière technique afin d'y inclure le cadre d'emplois des ingénieurs en chefs.

Les montants proposés sont, par parité avec l'Etat, ceux prévus pour les ingénieurs des ponts-et chaussées (ingénieur en chef, eu égard à l'arrêté de février 2019. Ce nouveau tableau vient amender l'annexe des présentes (tableau B de la filière technique).

### 2- Actualisation des montants plafond pour la filière sociale et médico-sociale (uniquement personnels Flers Agglo à ce jour)

Le reclassement en catégorie B des auxiliaires de puériculture emporte l'actualisation des corps de référence à l'Etat en ce qui concerne leur RIFSEEP. Ce cadre d'emplois est éligible sur la base de la correspondance provisoire avec les infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat (arrêté provisoire du 31/05/2016).

Ainsi, il est procédé à l'actualisation des plafonds par respect du principe de parité, il est proposé d'actualiser, dans la même mesure que pour l'Etat, le tableau tel que présenté en annexe (tableau C filière sociale et médico-sociale).

Notons enfin que cette actualisation n'impose pas une modification à ce jour des IFSE actuellement versées.

### 3- Actualisation du tableau de répartition des groupes de fonctions

En conséquence du 2-, le tableau des groupes fonctions est actualisé tel que :

Groupe fonctions (niveaux)	Détail	Libellé des catégories d'emplois
A1	1	Emploi fonctionnel : Directeur général des services
	2	Emploi fonctionnel : Directeur général adjoint des services / Directeur général des services techniques
A2	1	Responsable de Direction
	2	Adjoint au responsable de Direction
A3		Cadre responsable de service
A4		Chargé-e de mission - cadre expert
A5		Encadrant spécifique de la filière sociale et médico-sociale
B1		Cadre responsable de service ou de pôle de gestion
B2		Cadre responsable d'équipement, de secteur, Cadre adjoint à un responsable de service
B3	1	Cadre expert ou opérationnel
	2	Chargé.e d'enseignement Cadre opérationnel de la filière médico-sociale
C1		Maîtrise et chef équipe
C2	1	Agent d'exploitation à sujétions spécifiques
	2	Agent d'exploitation

L'ensemble de ces dispositions permettent à l'autorité territoriale de définir le montant individuel annuel, versé mensuellement, l'IFSE dite socle.

#### **4- Intégration des effets du « bonus attractivité » sur l'IFSE des agents relevant des structures liées à la PSU (uniquement personnels Flers Agglo à ce jour)**

Pour le secteur de la petite enfance, et conformément aux modalités de déploiement du bonus « attractivité », approuvées par le Conseil d'administration de la CNAF le 3 avril 2024 et précisées par la circulaire CNAF de référence, les collectivités territoriales sont éligibles à l'accompagnement financier de la branche Famille de la sécurité sociale sous réserve de la mise en œuvre d'une augmentation pérenne de 100 € nets mensuels minimum (pour un agent à temps complet, sur une année complète) de l'ensemble des professionnels, titulaires et contractuels, intervenant auprès d'enfants, ou occupant des fonctions de direction, qui travaillent dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) financés par la prestation de service unique (PSU) qu'elles gèrent.

La revalorisation doit résulter :

- d'une mesure portant sur l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) au sein du régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des professionnels concernés ;
- cumulativement, et le cas échéant, d'une mesure de revalorisation équivalente pour les professionnels de la petite enfance qui ne sont pas éligibles au RIFSEEP au sein de la collectivité (à ce jour, ne concerne pas Flers Agglo).

La mesure de revalorisation doit viser les agents en poste au moment de sa mise en œuvre comme les agents recrutés postérieurement à sa mise en œuvre.

L'éligibilité des collectivités territoriales à l'accompagnement financier s'évalue sur la base de la transmission à la CAF de la (ou des) délibération(s) correspondante(s) de la collectivité accompagnée(s) d'un document par lequel la collectivité s'engage pour la mise en œuvre pérenne des revalorisations de 100 € nets mensuels minimum pour l'ensemble des professionnels auprès d'enfant et en fonction de direction, titulaires et contractuels, éligibles au RIFSEEP ou non, en poste ou recrutés postérieurement à la délibération susvisée.

Conformément à ce qui précède, il est donc créé pour les agents éligibles un Bonus Mensuel Attractivité « BMA –PSU ».

Ce bonus complète l'IFSE dit socle. Son montant est calculé individuellement de manière à générer une augmentation de 100 € net mensuel minimum. Ce montant est proratisé au temps de travail et à sa durée. Il suit l'IFSE dans toutes ses conditions d'attribution, notamment en cas d'absence de l'agent, en application des délibérations s'y rapportant.

Toutefois, et afin de garantir un levier d'attractivité des métiers de la petite enfance, il est dérogé au non versement de l'IFSE des contrats de moins d'un an pour attribuer ce bonus aux contractuels éligibles dès le premier contrat, quel que soit sa durée. Il est alors proratisé au temps de travail et à sa durée.

#### **CONCORDANCE DES DECISIONS**

Il convient de noter que, même si Flers Agglo et la Ville de Flers ont décidé de mutualiser leurs services dans le cadre d'un organigramme commun, il n'en demeure pas moins que, d'un point de vue juridique, elles restent des entités distinctes. Leurs services sont mutualisés mais pas fusionnés. Il revient donc à chaque assemblée ou instance délibérative de se prononcer sur les modifications proposées à son initiative. Les éléments qui ne concernent pas directement la collectivité sont proposés à titre d'information.

Dans la mesure où le nouveau régime indemnitaire a été construit conjointement entre la Ville de Flers et Flers Agglo, les propositions ci-dessous font l'objet de délibérations concordantes des instances décisionnelles concernées.

Après avis du comité social territorial,

<b>Flers Agglo</b> Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.12.2024	2024-1329	4.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 – APPORTER** au dispositif relatif au régime indemnitaire commun des personnels territoriaux de Flers Agglo et de la Ville de Flers, les modifications ci-dessus exposées en précisant que les autres dispositions relatives au RIFSEEP restent inchangées.
- 2 – CHARGER** Monsieur le Président, ou son représentant, de la mise en œuvre des dispositions pratiques de ces dispositions applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2025.
- 3 – PRECISER** que les crédits correspondants seront prévus et inscrits chaque année au budget.
- 4 – PRENDRE ACTE** du fait que le Conseil de la Ville de Flers est saisi de cette même question, dans la mesure où le régime indemnitaire a été construit conjointement par les deux collectivités, afin de disposer d'un protocole toujours parfaitement actualisé.

*ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.*

Le Secrétaire de séance,

Le Président,

Hervé BORDERIE

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200035814-20241220-2024-1329-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/12/2024

Publication : 27/12/2024